

ET MAINTENANT...

# « Nous voulons un plan d'urgence pour la presse »

2 000 emplois pourraient disparaître dans le secteur d'ici l'été. Marc Peyrade, secrétaire général de la Filpac-CGT, réclame un moratoire sur les licenciements et une loi pour la presse.

## ENTRETIEN



**Qu'attendez-vous du nouveau gouvernement pour la presse ?**

**MARC PEYRADE.** Nous voulons un plan d'urgence. Ce n'est pas au tribunal de

commerce de traiter des affaires de la presse. Or, *Paris-Normandie*, *l'Union de Reims*, ou *Presstalis*, ont leur destin lié à un administrateur ad hoc, nommé par le tribunal de commerce. Ensuite, il faut un moratoire sur les licenciements. Nous sommes prêts à négocier, comme toujours, de ce qui relève des évolutions technologiques ou des organisations de travail qui changent. Mais seulement s'il y a un plan stratégique général qui donne de l'espoir en l'avenir. Parce qu'aujourd'hui, la petite musique du renoncement, on nous la sert à toutes les sauces. Sarkozy a dit que l'indépendance de la presse, c'est sa rentabilité. On pourrait lui rétorquer que par le passé la presse a gagné beaucoup d'argent. Était-elle plus libre, plus démocratique ? On peut en discuter. La question de la rentabilité, quand on parle de pluralisme, ce n'est pas un critère. Car bien évidemment, tout le monde ne va pas gagner de l'argent comme un *Télé 7 jours* ou un *people*. C'est tout

le sens de la loi Bichet et du CNR, qui édictent des règles coopératives, en contradiction avec la notion de rentabilité absolue. Dans les années cinquante ou soixante, un journaliste du *Monde* qualifiait déjà la presse de « filière à lucrativité limitée » ; il faut admettre ce principe, ce qui justifie la réglementation. Si on met des critères de rentabilité à la presse, vous avez le risque d'une extinction d'une presse démocratique et indépendante. On n'en est pas loin, même sans faire de catastrophisme. Il ne faut pas considérer qu'aider la presse est un acte impensable. Il faut qu'elle soit aidée en toute transparence, avec un contrôle collectif.

**Est-il possible de revenir en arrière et d'inventer un avenir pour la presse ?**

**MARC PEYRADE.** Ce qu'un gouvernement a fait, un autre peut le défaire. Et les orientations prises à l'issue des états généraux de la presse (en 2008 – NDLR) conduisent aujourd'hui à une catastrophe annoncée sur la distribution et la restructuration des groupes de presse. Il faut donc se tourner vers d'autres critères. Très concrètement, pour nous, cela signifie une nouvelle loi sur la liberté de la presse, qui prenne en compte l'ensemble des éléments démocratiques, des droits d'auteur jusqu'à la distribution, dans un

contexte d'intégration des éléments du numérique.

**Et que serait cette loi ?**

**MARC PEYRADE.** L'alternance politique doit profiter aussi à la presse. La particularité de la presse, c'est qu'elle comprend de l'emploi industriel, du service et de la culture. Aujourd'hui, les groupes bancaires et les industriels de l'armement, qui ont des contrats avec l'État, deviennent les seuls entrepreneurs de la presse. C'est ça qu'il faut réorienter. Et pour y parvenir, il faut, par une loi fondamentale, mettre en œuvre de nouvelles protections. Ça veut dire des moyens en termes industriels, éditoriaux et en termes de transition technologique avec le numérique. À ce moment-là, il peut y avoir des aides à l'investissement, au développement, en direction de l'aide au lectorat... Aujourd'hui, certaines entreprises reçoivent des aides de l'État sans en avoir besoin : en 2010, *le Figaro* a touché 13 millions d'euros, par exemple (*l'Humanité* 5 millions, chiffres Mediapart). Ça touche à un problème d'équité et d'équilibre. Le nouveau gouvernement doit prendre des mesures. Mais pas dans son coin : il doit les prendre avec les principaux intéressés et les parlementaires.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
CAROLINE CONSTANT



Lille, le 22 mai. 300 salariés du groupe Hersant Média manifestent devant le siège de la Voix du Nord pour défendre leurs emplois.